
Le 20-05-2022

[Télécharger ou imprimer au format PDF](#)

Image

Après suspens communicationnel la voici la Première ministre. Pleinement conforme au président qui baratinait vouloir créer la surprise. Souvenez-vous, il n'y a pas si longtemps qu'il prétendait chercher quelqu'un « *attaché à la question sociale, à la question environnementale et à la question productive* ». L'Élisabeth Borne a fait ses preuves en toutes matières. Les syndicats s'en

souviennent... et ses collaborateurs aussi si l'on en croit les faits marquants de sa réputation de bourreau de travail, ultra exigeante et au style « management » de choc, brutal et sans nuance. D'abord chargée des transports dans le gouvernement de Macron, elle a mené à la schlague la réforme de la SNCF. Son expérience de techno-polytechnicienne lui a bien servi. Ancienne directrice de la stratégie de cette entreprise de 2002 à 2007 et préfète de la région Poitou-Charentes et de la Vienne (2013 et 2014), elle avait notamment « géré » la question des petites lignes ferroviaires - traduisez fermé des lignes - au détriment bien sûr des agents et des usagers du rail. En 2019, nommée ministre de la Transition écologique et solidaire, après la démission de François de Rugy, elle a signé le décret de fermeture de la centrale de Fessenheim (publié en février 2020). Faisant fi du déficit énergétique que cela engendrait et alors même que des travaux de rénovation de la centrale avaient été menés.

Le social ? Parlons-en !

Pour le bonheur des patrons, promue à la tête du ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion en juillet 2020, elle a conduit la réforme sur l'indemnité chômage qui a pénalisé un million de personnes. Sa réforme de l'apprentissage, du contrat engagement jeune et du compte personnel de formation ont permis d'un air de rien de subventionner les entreprises sans améliorer l'emploi. Elle a, en outre, mis en œuvre sans états d'âme le licenciement des personnels non vaccinés. La retraite ? Elle est favorable au départ à 65 ans.

Mais rassurez-vous braves gens, Madame Borne est de gauche ! Conseillère chez Jospin, directrice de cabinet de Ségolène Royale, alors ministre de l'Écologie sous Hollande, elle aurait toujours été « proche » du Parti socialiste sans y appartenir mais n'a jamais brigué de mandat électif. Cette fois-ci la fraîche Première ministre devra-t-elle être reçue au test électoral pour rester en place ? Sera-t-elle démissionnée illico si elle n'est pas élue députée dans la 6^e circonscription du Calvados (électeurs vous savez ce qu'il vous reste à faire...) ? Pas sûr, mais probable. Macron est un pervers qui aime à souffler le chaud et le froid. Et sans vergogne. Les contraintes qu'il n'a jamais connues, il peut les imposer à d'autres. En qualité de « surdoué » qu'il se pense être, il ne conçoit pas devoir se soumettre à une autre élection que la présidentielle. Ce serait petit de rappeler qu'il n'a réuni au premier tour que 20,07% des inscrits... Au 2^e tour que 38,5% des inscrits.

Gouvernement de la diversité ?

Tandis que les conciliabules ont longtemps duré entre Macron et Borne pour désigner les ministres, pas besoin d'être grand devin pour en déduire que de toutes façons le président a dicté à sa collaboratrice la liste du ramassis d'opportunistes, de renégats passés à Renaissance et autres serviles ayant fait la preuve de leur allégeance au dieu vivant. De toutes façons, il n'y a rien à en attendre de bon. Les faits l'attestent.

Les marionnettes de l'équipe gouvernementale, sorte d'échantillon de la diversité, n'auront de cohésion qu'à travers le programme de l'Élysée. Entre eux ça risque d'être épique... Les ministres maintenus sont ceux qui comptent si l'on s'en tient à la grille de lecture néolibérale et qui ont bien servi Macron : Économie (Le Maire), Budget (Attal, l'enfant chéri), Intérieur (Darmanin), Justice (Dupont-Moretti, mis en examen). L'entrée de Dussop au Travail ne changera rien au cap fixé par Macron sur la protection sociale, notamment les retraites. Un gouvernement paritaire, bigarré par l'origine politique des nouveaux entrants. Ratissage aux nuances de « gauche », de droite avec le recrutement de Damien Abad à la Solidarité, à l'autonomie et aux personnes handicapées. Le pompon est sans doute la nomination de Pap N'Diaye à l'Éducation nationale. Universitaire, historien spécialiste (et militant) des minorités, ayant vécu aux États-Unis, il est novice en matière d'éducation nationale et n'a été candidat à aucune élection. Et ça marche "la surprise" puisque la

plupart des commentaires des médias portent sur lui. D'autant que lors de la passation de pouvoir il s'est défini comme un « symbole de la diversité ».

Bon. Trêves de bavardage. Soyons clairs. Aucune illusion ne nous a jamais habités. Le cap est immuable, les méthodes identiques, les gagnants et les perdants restent les mêmes dans le cadre du néolibéralisme, actuelle phase du capitalisme mondialisé.

Alors pas le choix finalement, faut y aller !

Élire un parlement d'opposition est une étape incontournable pour éviter le pire. Car cinq ans de plus de macronie écraserait du pied et des bottes le peuple français.

Ah, le peuple, tant cité, tant convoqué, tant loué durant la campagne présidentielle avant d'être renvoyé au cachot, à l'isolement, exclu de la citoyenneté et de la souveraineté. Dans le champ lexical électoral, les grands mots font florès. Et que volent les « Je vous ai entendu », « J'ai compris », « Je vous protégerai de tous les maux dont vous avez souffert », déniaient effrontément, impudemment, vicieusement, pernicieusement, que les maux ont des causes et des responsables. En la matière Macron a tout fait pour assener les pires coups aux classes populaires et moyennes, actifs et chômeurs, précaires, retraités, jeunes, artisans, petits commerçants et petites entreprises, et les pires blessures aux Gilets jaunes. Plus largement, il a piétiné la démocratie, rythmant notre vie au gré d'injonctions pseudo médicales : passe-sanitaire, passe-vaccinal, confinement, couvre-feu, limitation du droit de se déplacer, harcèlement moral des rétifs au vaccin allant jusqu'à licencier les réfractaires travaillant notamment dans le domaine de la santé ! Un comble.

Paternaliste cynique et donneur de leçons, moraliste et méprisant, il frappe pour mieux consoler ensuite par des mesurette charitables. Une grosse claque/une petite récompense... Il squatte la place du sachant, de l'éducateur retors, du mâle qui fait mal pour le bien de celui (ou de celle) qui morfle !

Alors oui, les législatives étant les élections les plus cruciales car l'Assemblée vote les lois (ou les rejette), il va falloir y participer, massivement. Notons au passage que l'inversion du calendrier électoral vise à faire de la chambre des députés un espace d'allégeance au patron de l'Élysée, lui permettant de régner en maître absolu. Et cerise sur le gâteau empoisonné, la décision fut prise sous le gouvernement Jospin et adoptée par 308 députés contre 251 !

Mais le peuple français sera-t-il dupe de la manœuvre ? Donnera-t-il le pouvoir législatif au président de la République ? Sait-il qu'il lui est possible, notamment grâce aux 13 millions d'abstentions et aux 3 millions de bulletins blancs du 2e tour de la présidentielle, s'ils faisaient irruption en juin, de mettre une sérieuse pagaye dans le scénario bien léché par les classes dominantes et leurs institutions nationales et supranationales ?

Ne soyons pas mesquins, ni chicaneurs et même si aucun candidat en lice aux législatives ne nous convainc complètement, même si certains nous semblent incertains, pas assez clairs, pas assez radicaux, pas suffisamment fiables, glissons un bulletin dans l'urne pour un candidat d'opposition à Macron.

Privons Macron de sa « Renaissance », organisons son entrée en deuil de la toute-puissance qu'il veut pathologiquement exercer. Retournons le piège tendu par l'inversion du calendrier électoral en notre faveur, ou tout du moins en sa défaveur !

Cohabitation n'est pas révolution certes, mais elle peut remettre des pendules à l'heure en ralentissant la marche sombre et mortifère de la destruction de la nation, des droits sociaux et démocratiques.

Un petit pas, oui évidemment. Mais une victoire aurait du panache et du poids pour la suite. Mettre

du sable dans les rouages c'est déjà enrayer le système, encrasser le moteur, le ralentir et au final peut-être générer la panne ! Utile et nécessaire si nous sommes capables de ne pas attendre benoîtement que la bequée nous soit livrée à domicile mais si le peuple entame avec force l'étape suivante, indispensable pour abattre les obstacles à sa souveraineté.

Alors nous utiliserons les 5 ans à venir pour concevoir, débattre et décider d'une nouvelle constitution où le peuple, où chacune et chacun, sera pleinement une citoyenne, un citoyen et la France une véritable nation souveraine.

Voter les 12 et 19 juin pour une opposition déterminée c'est exclure de notre choix tous ceux qui ont fait allégeance à la macronie et au néolibéralisme. Selon votre circonscription vous savez déjà pour qui glisser votre bulletin dans l'urne, en gardant en tête le fait que l'élection est à deux tours. Au deuxième tour ne survivent que les candidats ayant obtenu plus de 12,5% des inscrits. Ne resteront que 2 ou 3 candidats (très exceptionnellement 4).

Alors voter le 12 juin c'est déjà penser votre vote du 19 juin !

Que la force soit avec vous, avec nous. Ventilons façon puzzle pour exploser le système !

(1) Rien ; nada ; en aucune façon

(2) N'avoir aucune valeur ; ne rien valoir

- [Se connecter](#) ou [s'inscrire](#) pour poster un commentaire